

## Comptes rendus

### Le socialisme, Oui ... mais quel socialisme ?

On a beaucoup parlé de l'ouvrage de Claude Bruclain, *Le socialisme et l'Europe* (Collection Jean Moulin, Le Seuil, Paris, 1965). Bruclain est le pseudonyme collectif d'une jeune équipe — 35 ans en moyenne — composée, semble-t-il, d'économistes et de sociologues. L'œuvre est alerte, provocante et se veut constructive. Mais que veut-elle construire ? Un socialisme français qui ne buterait plus sur le problème européen. Un socialisme qui cesserait d'être inefficace ou de loucher vers un communisme, malgré tout et jusqu'à nouvel ordre, liberticide et dégradant. Un socialisme qui aurait procédé à l'élagage des « branches mortes » : sa mythologie antitrust (p. 41), sa « vieille tradition égalitaire » (p. 36), son « malthusianisme » (p. 36), son « mythe de l'appropriation publique des moyens de production » (p. 50), ses idéologies planificatrices et nationalisatrices (p. 42), ses illusions scientifiques, sa critique des mécanismes du marché (p. 43), sa confiance puérile en un État « omniprésent et distendu » (p. 40) qui « sait mieux aménager la pénurie que produire l'abondance » (p. 36), « laisse échapper de son sein mille féodalités qui lui dérobent sa substance » (p. 40), et dont l'incapacité à « assurer la jonction entre l'offre et la demande » (p. 87) est solidement établie.

Un socialisme qui cesserait d'être « distributiste » — ce qui est « une forme de conservatisme de moins en moins populaire » —, qui renoncerait à généraliser « un esprit revendicatif et irresponsable », à dissoudre « le sens du civisme et de la responsabilité », et à conduire ainsi à « l'inefficacité et au désordre » (p. 37).

C'est exiger beaucoup d'un mouvement dont Bruclain nous dit lui-même (p. 43) qu'« après avoir montré une égale incapacité à réformer les autres et à se réformer lui-même » il oscille « entre la perte de sa substance comme en Allemagne et la perte de son audience comme en France ».

Mais le socialisme révolutionnaire ? Bruclain reconnaît (p. 22) que, désormais, il constitue « un frein au développement dans des sociétés déjà évoluées » :

*La bureaucratie* : « l'académicien Glouchkov a calculé que si l'organisation de la gestion reste telle qu'elle est actuellement, il faudra employer dans ce seul secteur (celui de l'administration), en 1980 — principalement à la comptabilité et à la planification — (...) toute la population adulte d'URSS » (p. 25).

*La productivité* : dans le secteur agricole, « la production par tête d'habitant n'a pratiquement pas augmenté depuis 1913 » (p. 29). Au total, à en croire le professeur soviétique Volodarskij, la production industrielle de l'URSS atteindrait 65 % de celle des États-Unis, et la productivité, 40 à 50 % à peine.

*La planification* : « le Plan présenté comme un dialogue entre les parties intéressées, constitue en réalité un cadre de commandement quasi militaire » (p. 25). Les techniques de planification soviétique, qui, à en croire Bruclain, sont plus propres que l'organisation capitaliste à réussir « dans le domaine de la puissance militaire ou paramilitaire (fusée spatiales) » (p. 23) (ce dont il est permis de douter), « paraissent inaptes à promouvoir la généralisation du bien-être individuel » (p. 31).

*Conclusion* : le « socialisme moderne » (p. 57) n'a aucune raison de s'inspirer des méthodes, des objectifs et de l'esprit d'un régime aussi peu progressiste que le régime soviétique, encore tout embrumé de stalinisme économique et culturel (p. 31, Note 1). « Concrètement, cela signifie... qu'aucun parti politique ne soutient une doctrine économique aussi contraire aux aspirations et aux intérêts de ses électeurs que le parti communiste français » (p. 32).

« L'hypothèse révolutionnaire étant exclue » (p. 71), que reste-t-il au socialisme, sinon de procéder à une « déchirante révision » (p. 43) de sa dogmatique.

Mais à supposer, chose peu probable, qu'il ait la lucidité nécessaire pour procéder ainsi aux nécessaires élagages, et la volonté de le faire, sur quelles bases pourrait-il espérer se moderniser ? Il devrait, écrit Bruclain, « à la fois sauvegarder les libertés humaines et s'adapter au fait que les masses ne sont pas disposées à sacrifier les satisfactions individuelles que le capitalisme leur offre ou leur promet » (p. 57). Car, « d'un point de vue socialiste, le niveau de vie américain est préférable au soviétique » (p. 43). Ainsi « le socialisme occidental est condamné à faire évoluer le régime de la propriété en se plaçant, comme l'a fait la Suède, à l'intérieur du capitalisme » (p. 54), « dans le cadre d'une économie de marché et, dans une large mesure, de profit » (p. 66), encouragée à œuvrer par « une réduction du taux de l'impôt sur les bénéfices distribués par les sociétés » (p. 76), par « la réanimation du marché financier » (p. 77), « solution la plus socialiste au problème du financement des inves-

tissements » (pp. 77-78), par de grands efforts en faveur de l'épargne privée, allant jusqu'à « réduire » l'assiette de l'impôt général sur le revenu des personnes physiques en les autorisant à déduire leurs revenus épargnés » (p. 78), en accordant « une exonération à l'épargne, source d'emprunts » (p. 81), par le recours « d'une manière beaucoup plus large à l'impôt indirect » (p. 80), etc.

Voilà qui nous change du socialisme traditionnel(1).

Ce n'est pas tout.

S'il veut s'adapter aux réalités du monde moderne, le socialisme devra tenir compte de ce que la société industrielle est sortie, depuis vingt ou trente ans déjà, de la période de pénurie et s'avance, d'un bon pas, vers les zones d'abondance. Doctrine de la misère et de l'incertitude, il devra s'adapter au monde de bien-être, de plein emploi et de sécurité sociale qu'il a contribué à créer. De même, il faudra qu'il cesse de considérer « l'ensemble de la population comme justiciable à maints égards de l'assistance publique » (p. 36), et les travailleurs, comme l'objet de son paternalisme. Autrement dit, il devra faire en sorte que l'individu soit désormais traité en adulte. « Ainsi, certaines prestations de sécurité sociale, telles que la couverture des risques mineurs seront à supprimer pour la majorité de la population. Le socialisme doit se pénétrer de ce qu'une idée telle que celle de la médecine gratuite pour tous deviendra de plus en plus une idée antisocialiste » (p. 85. Souligné par l'auteur).

On pourrait multiplier les citations de ce genre. Elles témoignent, à tout le moins, de la part de ces jeunes qui se veulent et se croient encore socialistes, d'une volonté de libre-examen, d'une liberté de pensée, d'un courage intellectuel, à laquelle on ne nous a guère accoutumés.

Ceci dit, peut-on encore appeler « socialisme » ce que Bruclain baptise ainsi (sans doute par attachement sentimental à un certain passé)?

En fait, comment définit-il son socialisme? « Par socialisme, écrit-il (p. 57), on entend ici une conception globale de l'homme et du monde, qui vise à substituer dans l'organisation et le fonctionnement de la société, le principe de la solidarité consciente aux ressorts traditionnels de la domination et de l'intérêt personnel » (2.)

Dirais-je que, compte tenu des moyens proposés plus haut par Bruclain, et des élagages féroces auxquels il se livre, afin de se débarrasser de ce qu'il appelle (p. 17) « les branches mortes du socialisme », ce socialisme m'apparaît comme n'ayant plus rien de spécifiquement socialiste?

Dans la meilleure des hypothèses, il se présente à nous comme une sorte d'humanisme dont les moyens de réalisation ne sont qu'à peine, et du bout des lèvres, socialistes.

Un humanisme, il l'est par sa volonté de respecter les libertés individuelles (p. 57), de libérer l'homme des tyrannies de l'argent (p. 60), de favoriser l'épa-

nouissement des personnalités (p. 62), de diffuser les responsabilités par les techniques de la décentralisation et du pluralisme (pp. 64 et 84), de réconcilier l'homme avec lui-même par un travail-crétion, et avec les autres, par une activité désintéressée (p. 90), etc.

Quel Européen s'élèverait contre pareille déclaration de foi? Le Pain, la Paix, la Liberté : qui est contre? Ce genre d'énoncé me fait inmanquablement penser à l'édit du gouverneur de Milan, dans les *Promessi Sposi*, qui avait ordonné de faire une distribution de vivres de bonne qualité : car, ajoute Manzoni, quelque peu narquois, « quel gouverneur ordonna jamais le contraire? » (je cite de mémoire, mais le sens y est).

Il en va de même des beaux principes énoncés par Bruclain.

J'en parle d'autant plus à l'aise que la même mésaventure m'est arrivée jadis. Quand j'eus publié, en 1948, mon « Socialism of the West » (V. Gollancz, Londres), je m'aperçus, à ma grande consternation et à mon grand étonnement, que j'y avais défini un « humanisme », « of the West and for the West », conforme sans doute aux traditions de l'Occident et tourné vers l'Europe des années à venir, mais qui, compte tenu des critiques que j'avais avancées touchant le « socialisme » très réel celui-là, des partis socialistes d'Occident et des moyens, somme toute peu conformes à l'esprit, aux habitudes, aux pratiques, aux inerties du socialisme européen que je proposais, n'était que peu ou point « socialiste », ou alors, d'un socialisme à ce point dilué, évaporé, « humanisé », qu'il rejoignait les balançoires humanistes, personnalisme, pluralisme, fédéralisme, « libéralisme », solidarités, etc., chers à l'Occident.

Dans ce livre qui s'efforçait de définir un « socialisme d'Occident », l'humanisme — un humanisme moderne, adapté aux conditions du XX<sup>e</sup> siècle et, par conséquent, « social » (autre mot imprécis) — devenu unique objectif, l'avait emporté sur les *moyens* proposés pour l'atteindre et qui étaient ceux d'un socialisme plein de réticence devant les interventions de l'Etat, la « socialisation » toujours plus poussée des syndicats et des partis, l'engluement dans les idéologies du passé, etc.

*Mutatis mutandis*, c'est ce qui est arrivé à Bruclain : ce qu'il critique anéantit le socialisme des partis socia-

(1) Bruclain invoque à diverses reprises (pp. 51, 62, 74, etc.) l'exemple du *socialisme suédois*. Il est peu d'arguments aussi susceptibles de fausser le raisonnement que celui-là. Il ne sera pas possible de jeter les bases d'un socialisme occidental quelque peu constructif aussi longtemps que les socialistes « latins » n'auront pas vu tout ce qui différencie *essentielle-ment, radicalement*, le travaillisme scandinave de leur socialisme.

(2) Autre définition (p. 65) : « Le socialisme est avant tout une façon de façonner la société, de lui faire prendre en main le destin de tous les hommes (Bruclain vient de parler des minorités trop souvent abandonnées à elles-mêmes, les infirmes, les invalides, les émigrés, les « laissés pour compte », etc.) et de s'opposer aux choix aveugles du hasard ».

listes ; ce qu'il propose n'est pas spécifiquement socialiste ou est utopique.

La *planification* ? Elle se réduit à « une sorte d'étude globale et prospective du marché à l'échelon national » (p. 82), à ce point utile que « le Plan est plutôt mieux suivi par le secteur privé que par le secteur public » (p. 83).

Un *impôt* (modéré, précise Bruclain, p. 79) sur le *capital* ? Il existe aux Etats-Unis et en Allemagne, c'est-à-dire dans des pays aussi éloignés qu'il est possible de toute forme de socialisme.

« Réintégrer une large part des frais généraux dans le bénéfice imposable des entreprises » (p. 70) : vaut-il la peine d'invoquer le socialisme pour mener à bien pareille entreprise ? Elle est de bonne justice sociale, sans plus.

« Sacrifier l'intérêt particulier de certaines catégories de salariés [des entreprises monopolistiques, ou encore (p. 38) nationalisées] à l'intérêt général des consommateurs » (p. 68) ? C'est une politique qui n'a rien de spécifiquement socialiste, que du contraire. Il n'existe pas de secteurs plus difficiles à mettre au pas, à reconvertir, à plier à la discipline commune que les secteurs nationalisés : « Les charbonnages français étant nationalisés, plus on est socialiste et moins on peut envisager de les reconvertir » (p. 38), comme on le fait en Belgique (malgré les protestations des syndicats) et en Allemagne fédérale (malgré les lobbies de la Ruhr).

« Diffuser davantage l'actionariat populaire » (p. 78) ? C'est ce qui se pratique surtout aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale. Les socialistes « latins » voient cette évolution d'un mauvais œil.

Une *participation de plus en plus effective au fonctionnement des centres de décision économique* (p. 91) ? L'auteur reconnaît lui-même que « l'idéal d'une participation totale... n'est qu'un mythe » et qu'« il y aura sans doute toujours des dirigeants et des dirigés » (p. 92), si bien que « le levain de la conscience socialiste » devra limiter son action « à rendre plus fraternels les rapports des uns et des autres » (p. 92). C'est plutôt mince, on en conviendra.

Créer « un nouvel ordre public, fondé sur l'existence de problèmes nouveaux » (p. 87), tels que le contrôle des naissances et le droit à l'avortement (p. 88), de « nouvelles catégories de litiges entre les intérêts particuliers et l'intérêt général de la civilisation à construire » (p. 88), la réforme des méthodes policières, la lutte contre le bruit et la pollution de l'air : c'est maigre, et cela n'a rien de spécifiquement socialiste.

La *lutte contre la fraude fiscale* ? La méthode américaine — « chaque année un très petit nombre de personnalités célèbres entrent en prison pour méditer sur la rentabilité de la fraude » — est la meilleure (p. 88).

Finalement, ce qui semble être la substance la plus spécifique du socialisme tel que le définit Bruclain, serait encore la volonté de substituer aux « ressorts

traditionnels de la domination et de l'intérêt personnel » (p. 57) des mobiles désintéressés, « tels que l'émulation socialiste ou le désir de bâtir un monde meilleur » (p. 44). Mais Bruclain constate lui-même, tout aussitôt que « les hommes étant actuellement ce qu'ils sont, seules de petites élites peuvent travailler efficacement sans être mues par l'intérêt personnel » (p. 44). Et de citer les *kibboutzim* (3) : exemple mal choisi, car outre que les *kibboutzim* ne représentent qu'une infime fraction de la population active d'Israël, c'est une forme d'organisation, sinon en régression, du moins en non progression. De plus, il est évident qu'une vie communautaire de ce genre exige une foi comparable à celle qui anime les Ordres religieux. Mais précisément ce rapprochement fait ressortir toute la faiblesse de l'argument. Peut-on espérer que les hommes étant ce qu'ils sont (et pas seulement « actuellement », ou « du moins jusqu'à présent », comme le croit (p. 44), quelque peu ingénument Bruclain, mais depuis toujours et sans doute pour longtemps encore), il sera possible de bâtir une société tout entière composée de communautés toutes également animées par une ferveur religieuse ? Là où bon nombre d'Ordres ont échoué à vivre constamment « sous la Règle et sous l'Abbé » et ont connu des crises profondes, et parfois fatales, on verrait réussir les sociétés laïques ? C'est prendre « l'homme pour meilleur qu'il n'est en réalité » (p. 44) ; c'est ne pas tenir compte des échecs subis par le secteur public de l'agriculture soviétique (pp. 29 et 30), ni de l'obligation où des pays comme la Pologne et la Yougoslavie se sont trouvés de revenir sur leurs pas pour assurer leur très simple subsistance ; c'est, contrairement aux affirmations maintes fois répétées par Bruclain, vouloir mettre en œuvre le projet socialiste, sans tenir compte « des résistances inhérentes au niveau d'évolution des hommes », « voire, ajoute-t-il, et l'aveu est significatif, à la nature humaine » (p. 57. Je souligne).

Dans le même ordre d'idées, Bruclain nous affirme encore (p. 59) que « le savant, le chercheur désintéressé, qui ne travaille pas aux ordres d'autrui (!), « qui n'essaie pas de conserver jalousement ses découvertes », constitue... « dans une large mesure, la préfiguration de l'homme socialiste ». Mais quelques pages plus loin (p. 63), il met lui-même les choses au point en faisant remarquer que ceux qui, « dans leur jeunesse, bénéficient des privilèges de la culture, baptisent ensuite travail une activité professionnelle qui, outre ses attraits matériels, consiste pour une large part à cultiver les suaves jouissances de l'amour-propre ». Croit-il vraiment que le chercheur qui, lui aussi, a bénéficié des privilèges de la culture, soit exempt de ces « petits travers » ? Que l'argent ne joue aucun rôle dans sa décision de travailler ici plutôt que là (disons aux Etats-Unis plutôt qu'en France) ? Que

(3) L'auteur n'a pas cité — et pour cause ! — les centaines de communautés owénites, phalanstériennes, icariennes et autres qui, au XIX<sup>e</sup> siècle, ont échoué. Cf. Edm. WILSON, *La Gare de Finlande*, Stork (1965), pp. 78 à 99.

les honneurs bourgeois lui soient toujours indifférents ? Ce serait bien mal connaître le milieu universitaire que de le croire.

En résumé, cette définition des principes d'un socialisme moderne ne me semble guère convaincante.

Les trente dernières pages de cette brochure vivifiante et sympathique sont consacrées à l'« Europe, chance du socialisme ». Il y est dit et démontré que « le problème d'un socialisme français ne peut être posé que dans le cadre européen » (p. 104), que le succès d'un socialisme français exige une unité politique de l'Europe (p. 111) et qu'une Europe politique aura besoin d'un socialisme rénové (p. 120).

C'est fort possible, encore que très incertain. En tout cas, il serait bien dangereux d'attendre, pour faire l'Europe, que le socialisme européen ait mis fin à la crise qui le travaille depuis un demi-siècle.

Léo Moulin.

★

**TAVENEAUX René, Jansénisme et politique,**  
A. Collin, Collection U, Série « Idées politiques », Paris (1965).

Pensez-vous que le péché originel a corrompu fondamentalement la nature humaine, si bien que l'homme serait invinciblement entraîné au mal ? Ou croyez-vous plutôt que la faute initiale l'a seulement privé des dons surnaturels, mais que sa nature est demeurée fondamentalement inchangée, si bien que l'homme ne doit pas s'imposer un héroïsme de perfection — d'ailleurs sans efficace, si la grâce ne s'en mêle pas — s'il veut la régénérer ?

Acceptez-vous une vision de l'homme et du monde écrasée par la toute puissance divine, ou préférez-vous une conception plus optimiste de votre destin, où l'homme « se trouve exalté dans sa raison, dans son activité terrestre et dans sa règle de vie » ?

En d'autres termes, êtes-vous janséniste ou moliniste ?

Vous voilà loin, me direz-vous, des problèmes de la science politique. Que non ; et c'est le singulier mérite de M. René Taveneaux, professeur à la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Nancy, de nous le montrer, dans un excellent petit livre, précis, clair et fort bien documenté (1).

Que l'idée que nous nous faisons de la nature humaine soit à la base de nos opinions politiques et de notre vision du monde, voilà qui ne devrait faire aucun doute. La voyons-nous dépourvue de toute trace de mal, et nous vogueons aussitôt vers l'anarchie, au sens le plus élevé, mais aussi le plus utopique du terme. Car pourquoi brimer, fût-ce à coups de lois sages et

bonnes, un homme naturellement bon et naturellement raisonnable ? La voyons-nous radicalement corrompue, croyons-nous avec Machiavel, dans son chapitre XVII du *Prince* que « tous les hommes sont ingrats, changeants, dissimulés, ennemis du danger, avides de gagner » (2), et quelques autres amabilités de même farine, et il n'est guère d'autre solution que la force, car il vaut toujours mieux être craint qu'aimé (je cite encore le Florentin).

Pensons-nous enfin que l'homme n'est ni ange ni bête et que, lorsqu'il veut faire l'ange, il fait la bête, et nous inclinons à lui offrir la chance de se sauver, tout en ne nourrissant que bien peu d'illusions sur sa volonté de l'être et, plus encore, de le rester.

Socialisme, fascisme, libéralisme : tels sont les noms actuels de ces trois visions de l'homme et du monde ; mais celles-ci ne datent pas d'hier, et continueront pendant longtemps encore à dominer les esprits. Car, enfin, qu'est-ce que la querelle du ticket modérateur et des petits soins, sinon un échange de vues, acrimonieuses, entre des théoriciens qui croient l'homme du XX<sup>e</sup> siècle, nouveau Bon Sauvage, à ce point bon et raisonnable que jamais il ne pensera à abuser des soins médicaux et des produits pharmaceutiques, d'une part et, d'autre part, des praticiens qui, professionnellement, ont de l'homme une vue un peu moins idyllique ? Si j'en avais les loisirs, j'écrirais un article sur ce thème, et je l'intitulerais : *Du péché originel aux problèmes de la Sécurité sociale dans les sociétés industrielles*. J'y démontrerais que la plupart des questions qui se posent à nous aujourd'hui — et notamment celles qui concernent la définition d'une politique progressiste, sociale, dite de « gauche », l'organisation des services de nature collective (3), la répartition du revenu national réel en consommation publique et consommation privée (4), etc., ne s'éclairent vraiment et ne se peuvent résoudre, qu'à la lumière de l'idée que l'on se fait de l'Homme. Mais revenons au jansénisme.

L'extraordinaire est que, partant d'une conception totalement pessimiste de la nature humaine, il ait débouché, non pas sur l'âpre vision machiavélique du gouvernement, mais, au contraire, sur « la défense des droits de la conscience contre l'arbitraire du pouvoir

(1) Jansénisme et politique, A. Collin, Collection U, Série « Idées politiques », Paris (1965). Selon l'excellente formule adoptée par cette collection qui s'adresse aux étudiants de l'enseignement supérieur, mais aussi aux cadres, aux militants ouvriers et ruraux, aux animateurs d'associations culturelles, soucieux de « mieux comprendre les problèmes de notre temps », à une préface, fort bien ordonnée, d'une cinquantaine de pages, succède un choix de textes, répartis en plusieurs chapitres, chaque chapitre étant consacré à un thème ou à un aspect particulier du problème politique étudié.

(2) D'après l'édition de Cluny, assurée par Y. Lévy, p. 104, Paris (1959).

(3) Sur laquelle Agnès Pitrou a publié une excellente étude « Une recherche sur l'attitude des ménages français à l'égard des services de nature collective », *Analyse et Prévision*, janvier 1966, pp. 1-23.

(4) J. FOURASTIE, *Les 40.000 heures*, Paris, Laffont-Gauthier (1965), pp. 98-113.

et, par voie de conséquence (sur) la sauvegarde de toutes les « libertés » (p. 15), sur le refus de reconnaître « le primat absolu de la raison d'État » (p. 33) et « le triomphe du cloisonnement national » (p. 13), sur l'affirmation des droits de la conscience à l'autonomie, l'obéissance aveugle, « l'obéissance sans discernement » étant condamnée, la désobéissance devenant un devoir dans certains cas (p. 27), ainsi que le proclament le Grand Arnauld et, dès 1688, dom Gerberon, bénédictin.

En fait, « la distinction du droit et du fait, pivot de toutes les controverses à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, instaurait en règle le bien-fondé du libre-examen et tendait par là à ruiner l'autorité établie, à contester « les jugements dogmatiques » (p. 33), et à limiter la toute-puissance royale : on comprend que « l'impérialisme confessionnel de Louis XIV » (p. 32) n'ait pas eu grande sympathie pour un mouvement aussi fondamentalement individualiste et « républicain » (p. 19).

Sa condamnation eût été plus radicale encore s'il avait été en état de prévoir les thèses que le jansénisme, sorti de la solitude où il s'était tout d'abord enfermé, finirait par défendre : celles d'un « démocratie cléricale » selon Richer (p. 40), axée sur « une large autonomie des communautés locales — diocèses ou paroisses (p. 37) — pour l'organisation de l'Église, et celles d'une « monarchie contractuelle », à la manière de Locke (p. 41), où le parlement apparaît comme « l'exécuteur des vœux collectifs », « la garantie du bon gouvernement, la protection organique contre l'absolutisme et l'arbitraire » (p. 43). A la limite, bon nombre de jansénistes approuvèrent la constitution civile du clergé (1790) : c'était dans la logique des choses. Le jansénisme avait trop contribué à développer « l'individualisme, la morale de la conscience, le libéralisme » (p. 49) pour ne point se reconnaître dans l'œuvre de la Révolution. Quitte, bien entendu, car il était très sincèrement « libéral », à élever de sévères réserves et parfois même de franches critiques, quand il apparut que la Révolution était, en puissance et bien vite en réalité, césariste (p. 49) et totalitaire.

Ainsi, et c'est le grand et beau mérite de M. Taverneaux de le souligner nettement, le jansénisme a fortement marqué de son emprise doctrinale la pensée et la sensibilité française des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Il en a imprégné la conscience religieuse, les doctrines politiques et même les préoccupations sociales (p. 28). Il avait trouvé dans la bourgeoisie son support sociologique. Et, pourtant, il commença à s'effacer, pour ne plus subsister, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, que « comme une attitude morale ou un fait de mentalité » (p. 49), dès qu'eût triomphé cette Révolution qu'il avait consciemment et inconsciemment suscitée.

On peut croire, avec M. Taverneaux, que la principale cause de ce rapide déclin tient au fait que le jansénisme, contrairement au calvinisme, auquel il s'était vivement opposé (p. 17), a toujours rejeté, « et souvent avec violence, les valeurs bourgeoises, fondées sur la seule recherche du bonheur temporel, sur la réussite terrestre et l'accumulation des biens. Ses

interdits rigides... à l'égard du prêt à intérêt, l'ont dressé contre le monde capitaliste » (pp. 49 et 50). Dès lors, son destin était scellé.

En fait, on peut se demander si, parti de la conception pascalienne du refus total d'un monde intégralement corrompu, et de l'abandon du politique à l'ordre du péché — avec ce que pareille position implique de conservatisme social et politique s'appuyant sur la coutume, sans vaine recherche d'une justice humaine, impossible à atteindre, et qui, à vouloir se réaliser, ne peut qu'engendrer l'anarchie, le désordre et la guerre — le jansénisme n'a pas été amené à défendre des positions « libérales » uniquement, ou principalement, pour des raisons tactiques de défense contre les Pouvoirs, religieux ou laïques, dont l'impérialisme le menaçait, en tout cas bien plus que par sa confiance intrinsèque dans les pouvoirs de l'homme, tel que les avaient prônés Molina et les jésuites; et si ce n'est pas cette incertitude initiale, ces « tâtonnements » (p. 50), qui expliqueraient l'échec final du mouvement.

Une autre question enfin vient à l'esprit : que serait devenue la France — et l'Europe — si le jansénisme s'était transformé en un authentique protestantisme français, avec tout ce que ce terme implique de primauté en matière de puissance économique, d'organisation politique et de recherche scientifique (sur ce point, je me sens très weberien)?

On saura gré, en tout cas, à M. René Taverneaux d'avoir attiré notre attention sur un mouvement qui, *volens nolens*, a dominé et en quelque sorte orienté le Siècle des Lumières. Il l'a fort bien fait, dans un style clair et incisif, qui nous change fort heureusement du jargon pâteux de certains politistes et autres sociologues. On ne peut que l'en féliciter.

Léo Moulin.

★

**BERNARD Henri, Guerre totale et guerre révolutionnaire, tome I. Le XIX<sup>e</sup> siècle. La première guerre mondiale et la révolution russe, Bruxelles 1965, Brepols, 456 p. Et un atlas comportant 102 croquis, notes et annexes, dont plus de 50 croquis en plusieurs couleurs. Les deux volumes brochés : 350 FB.**

La production déjà abondante du professeur Henri Bernard vient de s'enrichir d'un nouveau titre. L'éminent historien, auquel on doit déjà tant d'aperçus originaux sur l'évolution de l'art de la guerre et sur l'histoire générale, étudie maintenant deux phénomènes qui ont profondément marqué, pour ne pas dire bouleversé la physionomie des conflits internationaux : la guerre totale et la guerre révolutionnaire.

Disons tout de suite que ce nouvel ouvrage est du plus haut intérêt, et pas seulement pour les spécialistes. Le professeur Bernard n'est pas de ces gens qui expriment leur savoir sous une forme inaccessible au commun des mortels. Au contraire, sans rien concéder à la facilité d'une vulgarisation hâtive, il s'efforce d'initier un public très large aux formes prises par la guerre dans la vie des peuples.

Que le professeur Bernard n'écrive pas seulement pour les militaires s'affirme d'emblée par une introduction en sept chapitres, fruit d'une longue expérience, qui, dans une langue simple, claire, élégante et sûre, familiarise le lecteur avec l'art de la guerre, l'histoire militaire, l'évolution de l'armement, la stratégie et la tactique, les formes de la guerre, le recrutement, les institutions et leurs influences réciproques, ainsi qu'avec les problèmes du commandement.

Il ne faut pas avancer très loin dans la lecture de ce livre pour y retrouver un trait caractéristique de l'œuvre du brillant professeur d'histoire à l'École Royale Militaire : il évolue avec une aisance égale sur des terrains très différents. Cela tient à sa formation multiple. Humaniste par tempérament, il a d'abord été ingénieur avant de devenir historien, et l'ingénieur perce souvent sous des notations lumineuses. « A l'origine, un obstacle s'opposait à la propagation des chemins de fer : les faibles ouvertures possibles — 15 mètres au plus — des ponts en fonte. Le 4 février 1850, une locomotive franchit à toute vitesse le pont en fer laminé lancé par George Stephenson près d'Anglesey, en deux travées droites de 140 mètres chacune ; l'invention des poutres en double T ou en caisson a révolutionné la technique des ponts et permis l'extension des chemins de fer » (p. 77). L'événement est d'importance. Les chemins de fer diminuent les délais qui séparent la rupture diplomatique des opérations initiales. Les termes de la préparation d'une campagne s'en trouvent complètement modifiés. Echauffer les plans devient un travail de longue haleine, à remettre constamment sur le métier. Et la Prusse crée un grand état-major, qui a des bureaux aux attributions bien définies...

« Guerre totale et guerre révolutionnaire » est tout autre chose qu'un ouvrage technique. Certes, la technique y a sa place, mais à côté de l'économique, du politique, du social et du culturel. L'auteur remet tout dans son cadre. Ainsi, l'étude de la guerre de Sécession ne commence qu'après un survol de l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle de 1815 à 1871 et du XIX<sup>e</sup> siècle économique, ce qui nous vaut d'ailleurs quelques pages sobrement nuancées sur l'âge d'or du libéralisme.

Le professeur Bernard a toujours eu une prédilection pour la guerre de Sécession. En effet, il est, chez nous, le découvreur de cette guerre totale que le grand critique militaire britannique B.H. Liddell Hart a pu définir comme le poteau indicateur qu'on avait oublié de consulter avant 1914. Les Nordistes ont créé le premier cuirassé, les Sudistes les premiers sous-ma-

rins. En 1863, paraît le fusil se chargeant par la culasse et à répétition. Une mitrailleuse tirant cent coups à la minute est mise en action. Le canon rayé remplace progressivement le canon lisse. A Gettysburg, le *signal office* du général Meade possède un commutateur télégraphique à sept directions. Pour la première fois, le réseau ferré est utilisé à des fins militaires. Des unités spéciales de pontonniers sont constituées. Le service de santé trouve sa première réalisation moderne et efficace. Mais les militaires européens sont trompés par la fausse notion de « guerre civile ». Les Etats-Unis sont d'ailleurs si loin ! Et puis, le dernier mot de l'art militaire n'appartient-il pas à Paris et à Berlin ?

Cependant, en Europe, où l'on marche à grands pas vers un affrontement général, le déphasage est flagrant entre le progrès vertigineux de la technique et son utilisation militaire. Le nationalisme, en France et en Allemagne, a engendré les doctrines d'un Foch, d'un Grandmaison, d'un Bernhardt. « Ramper et se terrer, déclare le général Bonnal, sont des pratiques honteuses. Seule compte l'attaque décisive, la tête haute, sans le souci des pertes ! ». De là, les hécatombes effroyables de la première guerre mondiale. Le colonel T.E. Larwence parle de « guerre-meurtre ». Il s'agit plutôt d'un suicide. Car des forces s'ébranlent, qui cheminent depuis longtemps et vont conduire l'Europe bien près de sa perte.

La guerre révolutionnaire, ses méthodes et ses buts, sont le fruit d'un siècle et demi de méditations poursuivies avec une implacable continuité. Sans remonter à Machiavel qui en sème déjà les germes, Guibert, l'officier royal, Hegel, le philosophe spiritualiste, Clausewitz, le général aristocratique, Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao-Tse-tung s'enchaînent et se complètent. Lorsque le général prussien entame son chapitre « La guerre est un instrument de politique » par ces mots : « La guerre n'est qu'une partie du commerce politique et n'est par conséquent pas une valeur indépendante », Lénine annote : « Le chapitre le plus important ».

La révolution de 1917 offre à Lénine l'occasion d'appliquer ses théories en leur donnant le point d'appui de l'immense Russie. Et la philosophie qui se dégage dès à présent de l'ouvrage du professeur Henri Bernard, c'est un propos de Mao Tse-tung qui nous la donne. Le chef communiste chinois a dit un jour : « La première guerre mondiale a été suivie par la naissance de l'Union Soviétique avec une population de 200 millions d'habitants. La seconde guerre mondiale a été suivie de la formation du camp marxiste-léniniste qui englobe une population de 900 millions d'âmes. Une troisième guerre mondiale... »

Jean Vanwelkenhuyzen.

★

**CHASSERIAUD Jean-Paul, Le Parti Démocrate Chrétien en Italie, Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, Librairie Armand Colin, Paris 1965, 426 pages.**

Le Parti Démocrate Chrétien occupe une place prépondérante dans la vie politique de l'Italie. Solidement organisé, fort de plus d'un million d'adhérents et de douze millions d'électeurs, il est la clef de voûte de toutes les formations ministérielles, quel que soit l'équilibre de ses tendances internes.

Dans son avant-propos, l'auteur annonce que cet ouvrage n'est plus parfaitement à jour, et certaines de ses conclusions doivent être revues à la lumière des événements récents. Arrêté cependant au moment où l'accord entre la démocratie chrétienne et les partis socialistes prenait forme concrète par le troisième gouvernement de M. Fanfani, il constitue un utile bilan du parti dominant au moment où, après dix-sept ans de pouvoir ininterrompu, celui-ci aborde une expérience nouvelle.

Après avoir évoqué le Parti Populaire Italien et rappelé les origines de la DCI, l'auteur s'attache dans un premier chapitre, à décrire l'organisation du parti, de l'échelon local à l'échelon national ; il étudie aussi ses rapports avec la représentation populaire et l'appareil gouvernemental, ainsi que les prolongements de son action par les mouvements, la propagande et la presse. La DCI dispose d'un système d'organisation remarquable et d'instruments de pouvoir dont les groupes d'opposition ne jouissent pas. On relèvera l'interdiction du cumul de certaines fonctions de parti avec le mandat de député ou de sénateur.

Le second chapitre est consacré à l'analyse géographique et sociologique de la « clientèle » (électeurs,

adhérents, parlementaires) de la DCI depuis 1946. De nombreux documents, tableaux, graphiques et cartes contribuent à renforcer la valeur documentaire de ce chapitre.

Le troisième et dernier chapitre constitue une appréciation de la « dynamique démocrate chrétienne » : rapports du parti avec l'Action Catholique et certaines organisations socio-professionnelles. L'Italie est certainement une des nations chrétiennes où l'autorité morale de l'Eglise est la plus étendue, où les habitants sont les plus prompts à se conformer aux directives de leurs évêques et de leurs prêtres (p. 228). On découvrira aussi dans ce chapitre, le plus captivant peut-être de ce livre, l'analyse d'un groupe de pression très important et trop peu connu : la Coldiretti (Confédération Nationale des cultivateurs directs). Cette confédération est l'un des agents électoraux les plus importants de la DCI.

Dans sa conclusion, l'auteur tente d'apprécier le poids de l'église catholique dans l'évolution des forces politiques en Italie et le rôle du Parti Démocrate Chrétien dans la rénovation politique de la péninsule. Selon lui, la DCI est l'alliance politique des forces catholiques et des forces conservatrices (p. 351). Quant à la rénovation politique, la DCI a voulu introduire parmi les forces politiques le principe démocratique ; elle n'y a pas complètement réussi, sa tentative restant même souvent à l'état d'intention pieuse.

Avant de déposer la plume, l'auteur écrit encore : « La DCI a été le parti de l'espérance ; elle est devenue celui de la résignation. Elle a eu une fonction de réadaptation : a-t-elle une fonction d'avenir ? » (p. 364). C'est dire si le scepticisme a progressivement gagné M. Chassériaud au cours de sa passionnante étude.

*Wladimir S. Plavsic.*

